

Melun, le 7 janvier 2016

COMMUNIQUE DE PRESSE

Encore 39 suppressions d'emplois en 2016 **à la Direction Départementale des Finances Publiques de Seine et Marne :** **Le service public, l'Etat et les agents le paient chers**

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, CFDT Finances Publiques et FO DGFIP de Seine et Marne condamnent avec force les 39 suppressions d'emplois prévues en 2016 à la Direction Départementale des Finances Publiques .

Avec 2130 suppressions d'emplois sur le plan national en 2016, les suppressions d'emplois se chiffrent à 35 000 postes perdus depuis 2002 soit l'équivalent du ¼ de l'effectif alors qu'en même temps les sollicitations et les charges de travail n'ont cessé d'augmenter.

En Seine et Marne, les 39 emplois perdus se cumulent aux précédents et ce sont plus de 500 emplois qui ont été supprimés depuis 2002. **Cette disparition de moyens et forces de travail n'est pas sans conséquence pour le service public, les Finances de l'Etat et surtout les agents.**

- Les usagers (collectivités territoriales, particuliers ou professionnels) s'en aperçoivent au quotidien : fermeture des services d'accueil une journée par semaine, longues files d'attente en particulier lors des échéances, fermeture de sites (3 trésoreries fermées depuis le 1^{er} janvier 2016, CHATEAU LANDON, SAINT FARGEAU PONTIERRY et la CHAPELLE LA REINE), moins de proximité et échanges de plus en plus difficile avec les collectivités territoriales, elles-mêmes soumises à des contraintes budgétaires infernales.

Pour les organisations syndicales de Seine et Marne, le maintien de la proximité avec tous les usagers est un gage de cohésion sociale indispensable au rétablissement d'un Etat fort qui s'affirme. Cela est particulièrement attendu par nos concitoyens.

- L'Etat est également le grand perdant de la réduction des moyens. Le rôle et la place de la DGFIP, et par conséquent de la DDFIP, sont importants notamment au regard de la gestion des budgets (nationaux et locaux), des recettes budgétaires et de la lutte contre la fraude fiscale. En diminuant les moyens de notre administration, ce sont des risques accrus de dérive des finances locales, des recettes fiscales de plus en plus difficiles à faire rentrer et une fraude fiscale qui se développe par l'absence de contrôles suffisants.

Pour les organisations syndicales de Seine et Marne, les emplois sont non seulement socialement utiles (notamment dans le cadre de la résorption du chômage) mais surtout économiquement rentables, en particulier au regard de la dette budgétaire.

- Enfin, pour les agents, cette nouvelle vague de suppressions d'emplois perpétue et amplifie la dégradation des conditions de travail qu'ils vivent au quotidien. Ils ne peuvent plus faire face à l'ensemble de leurs tâches. Ils constatent bien malgré eux, la dégradation de la qualité de service public tout en étant soumis à des pressions de plus en plus fortes. A cela s'ajoute l'absence de reconnaissance malgré toute leur volonté pour maintenir le service public.

Pour les organisations syndicales de la Seine et Marne, il est urgent de disposer de moyens matériels et humains suffisants pour enrayer cette dégradation des conditions de travail qui met les agents de plus en plus en danger : travailler correctement en toute sérénité et être reconnu à sa juste valeur, voilà ce que demandent les agents !

Face à des perspectives inacceptables, les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, CFDT Finances Publiques et FO DGFIP ne participeront pas à la validation de ces suppressions d'emplois prévue le 8 janvier par l'Administration. Elles demandent que la DDFIP revoit ses perspectives et réclament des moyens matériels et humains à la hauteur de ses missions.

Contact : Patrice BREMENT (Solidaires Finances Publiques 77) : 06 58 63 21 24
Lucile PACHOT (CGT Finances Publiques 77) : 06 58 68 10 99
Vincent MAZELLA (CFDT Finances Publiques 77) : 06 58 65 44 95
Evelyne FRISCH (FO DGFIP) : 01 60 22 22 26